

### *Régie des produits pétroliers*

En ce qui concerne la suppression de la frontière de la vallée de l'Outaouais, cette politique fut adoptée par l'ancien gouvernement conservateur, sous la direction du très honorable représentant de Prince-Albert (M. Diefenbaker), il y a plus de 10 ans. Cela a été et est encore une façon de vivre au Canada. Il y a 18 mois, je crois, la question fut portée à l'attention de la Cour suprême du Canada qui avait approuvé cette politique à l'époque.

Le député de Nanaïmo-Cowichan-Les Îles n'a pas réfléchi à la façon dont réagiraient les raffineries de l'Ouest si la frontière de l'Outaouais ne servait plus de ligne de démarcation. Que dire des intérêts des provinces de Québec et de la Nouvelle-Écosse qui envisagent sérieusement de recevoir d'énormes pétroliers dans leurs ports? J'ai appris du député de Madawaska-Victoria (M. Corbin) que le Nouveau-Brunswick envisage également la même chose.

Étant donné l'importance croissante du trafic des pétroliers, quelles conséquences cela aurait-il sur le prix du pétrole au Canada? Compte tenu du volume croissant, quelles seraient les conséquences sur les prix du pétrole de l'Ouest? Que dire des puits que l'on découvre au large du plateau continental? A mon avis, il s'agit d'une question qui demande une grande attention. Après avoir lu l'un des journaux du soir d'aujourd'hui, nous avons appris que le chef de la Libye a signalé qu'il envisageait de nationaliser l'industrie pétrolière de son pays si les négociateurs de l'OPEP n'obtiennent pas des résultats positifs au cours de leurs négociations avec les sociétés concernées. Nous devons donc tenir compte de la situation au Moyen-Orient.

En dépit de toutes ces incertitudes, nous avons un député qui prétend qu'on devrait abandonner la protection qui est offerte aux producteurs de l'Ouest. Je le répète, nous ne pouvons que conclure que le député de Nanaïmo-Cowichan-Les Îles n'était pas sérieux quand il a dit que c'était des solutions que le gouvernement devait adopter, mais plutôt qu'il fonçait de la gauche pour obtenir une réaction que, j'espère, je suis en train de lui accorder.

Dans toute cette question, j'ai l'impression que le député de Qu'Appelle-Moose Mountain et le député de Nanaïmo-Cowichan-Les Îles ont voulu signifier à la Chambre qu'ils étudiaient le problème et qu'ils reconnaissaient le contexte historique. Ils savent, j'en suis sûr, qu'on a besoin au Canada de plus de capitaux d'exploration pour pénétrer au nord du 60° parallèle, dans le delta du Mackenzie et dans les îles de l'Arctique. Je suppose qu'ils savent aussi qu'on a besoin de dépenses d'investissement pour le transport à partir de ces régions que les organismes qui s'inquiètent de l'environnement exercent des pressions constantes, qu'il y a en cause ici des questions sérieuses d'inégalités et de disparités régionales et que les provinces sont en fait en concurrence les unes avec les autres et qu'il y a des éléments de politique étrangère.

De plus, tous les députés savent qu'il y a la question du problème et de la stabilité monétaires. Je crois que tous les députés qui ont participé à ce débat aujourd'hui sont conscients des difficultés et du fait que les propositions que comporte cette motion sont destinées à stimuler le débat. Le débat est maintenant officiellement en cours. Nous avons entendu des députés de l'opposition dire que nous devrions avoir une politique nationale alors même que le ministre avait indiqué que nos intérêts nationaux

étaient protégés par les politiques adoptées par le gouvernement.

Les députés de l'opposition réclament une politique nationale pour sensibiliser le public. Ils essaient certainement d'engager le débat sur ce sujet tout en reconnaissant toutes les difficultés auxquelles le cabinet fait face concernant la situation à l'étranger, la situation monétaire, les difficultés au sujet de l'accès aux ressources nationales et le besoin de capitaux d'exploration. Ils ne sont certainement pas sérieux quand ils disent que le gouvernement fédéral devrait établir une politique nationale de l'énergie qui résoudrait toutes ces difficultés. De toutes les suggestions que j'ai entendues c'est la plus ridicule. Et elle ne vient pas seulement des députés de la Chambre. Je l'ai entendue de la bouche de l'adjoint parlementaire du premier ministre d'Ontario qui l'a répétée à deux occasions.

En fait, l'Ontario n'a jugé la question des ressources énergétiques suffisamment importante pour désigner un ministre chargé de ce secteur. Il y a un adjoint parlementaire chargé de l'énergie. C'est la preuve que cette province prend le problème au sérieux. Après que celui-ci eut examiné la question de l'énergie, il a essayé d'imposer une taxe sur l'énergie. Cependant, certains de mes commentateurs ont réagi à cette tentative d'une manière plutôt directe et péremptoire et le projet a été annulé.

J'estime que l'énergie est un élément très intéressant et très fondamentale de la politique d'un gouvernement. Il faut le soumettre à une analyse et à un examen. Nous accorderons toute l'attention voulue à l'exhortation du député de Qu'Appelle-Moose Mountain, qui nous invite à abandonner notre esprit de parti dans la présente situation et j'espère que nous tenterons de le faire.

● (2030)

**M. Jim Balfour (Regina-Est):** Monsieur l'Orateur, ce qui m'inquiète le plus dans l'essence des propos qu'a tenus le député de Nanaïmo-Cowichan-Les Îles (M. Douglas), c'est le principe même qu'il semble avoir adopté, à savoir que le Canada devrait adopter une attitude protectionniste à l'égard de son voisin du Sud en restreignant formellement les exportations d'hydrocarbures, en créant un régime de deux prix et en supprimant la ligne de démarcation qu'est la vallée de l'Outaouais, dans l'hypothèse que ces mesures protégeraient efficacement les stocks de pétrole à bon marché destinés aux Canadiens.

A mon avis, c'est là une approche essentiellement négative. En fait, j'estime que la prétendue crise de l'énergie du point de vue du Canada, nous fournit en fait des débouchés et si nous savons en profiter, nous procurera à court et à long terme des avantages économiques, mais que nous perdrons ces avantages si nous ne savons pas en tirer profit. A cet égard, je pense qu'il nous incombe d'analyser les initiatives proposées par le président Nixon le 18 avril et d'en tirer des conclusions en tenant compte des conséquences que le message du président Nixon peut avoir pour nous.

A mon avis, ce message dit clairement que des changements radicaux sont actuellement apportés à la politique des États-Unis en matière d'énergie et que ces changements toucheront le Canada et pourront perturber gravement notre stratégie industrielle. En conséquence, toutes les initiatives touchant notre politique énergétique doivent maintenant viser avant tout à réduire les effets de ces changements.